Procès-verbal de l'assemblée générale
des sociétaires de la Banque Populaire Auvergne Rhône Alpes
du 25 avril 2019

Le mercredi 25 avril 2019 à 18h00, les sociétaires de la Banque Populaire Auvergne Rhône Alpes (BPAURA) se sont réunis en assemblée générale mixte à Annecy (74000), à l'Arcadium, 32 Boulevard du Fier, suivant convocation individuelle en date du 1 mars 2019, et invitation qui leur a été faite par avis inséré dans le journal d'annonces légales « *Tout Lyon Affiches* » paru le 16 mars 2019.

Il est établi une feuille de présence émargée par chaque membre de l'assemblée entrant en séance et n'ayant pas encore voté, à laquelle sont annexés les pouvoirs des sociétaires représentés par des mandataires.

L'assemblée est présidée par Monsieur Lionel BAUD, président du conseil d'administration. Mme Michèle GARDE et Mme Marie Madeleine RUIN sont appelées comme scrutateurs. Monsieur Eric GREVET est désigné comme secrétaire de séance.

Le bureau étant ainsi constitué, il est constaté que, sur le total des 328 853 sociétaires possédant 1 177 824 395 parts composant le capital social et assorties d'un droit de vote, dont la liste a été arrêtée le 8 février 2019, les 62 711 sociétaires présents, représentés ou ayant voté valablement par correspondance ou par télétransmission sur le site internet aménagé à cet effet, possèdent 319 967 107 parts, soit 27,16% du total.

Le quorum de 20% exigé par l'article 36 des statuts pour les assemblées générales ordinaires et le quorum de 25% exigé par l'article 37 des statuts pour les assemblées générales extraordinaires sont donc atteints. Dès lors, l'assemblée générale est régulièrement constituée et peut valablement délibérer.

Le président dépose sur le bureau et met à la disposition des sociétaires les documents prescrits par la loi :

- Inventaire des éléments actifs et passifs du patrimoine de la Banque ;
- Les comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexe) sociaux et consolidés ;
- Le tableau des résultats de la société au cours de chacun des 5 derniers exercices ;
- Le rapport du conseil d'administration intégrant les éléments sur le contrôle interne et le fonctionnement du conseil d'administration ;
- Les rapports des commissaires aux comptes ;
- L'attestation de présence de l'organisme tiers indépendant sur les informations sociales, environnementales et sociétales consolidées figurant dans le rapport de gestion ;
- Le texte des résolutions ;
- La liste des mandataires sociaux : indications des autres sociétés dans lesquelles ils exercent des fonctions de gestion, de direction, d'administration ou de surveillance ;
- Le montant global, certifié conforme par les commissaires aux comptes des rémunérations versées aux dix personnes les mieux rémunérées ;
- Le rapport sur les rémunérations (article 266 de l'arrêté du 3 novembre 2014) ;
- Les éléments relatifs aux augmentations de capital ;
- La liste des sociétaires ;
- Le bilan social.

De même, il indique que les documents prescrits par les dispositions statutaires et réglementaires ont été tenus, pendant les 15 jours ayant précédé la date de réunion de l'assemblée, à la disposition des sociétaires.

En complément des documents tenus à disposition des sociétaires, le rapport annuel (intégrant le rapport sur la gouvernance et le rapport de gestion) est en ligne sur le site internet de la Banque Populaire Auvergne Rhône Alpes.

Le président souhaite la bienvenue aux sociétaires à cette assemblée générale mixte.

Il rappelle que la Banque Populaire Auvergne Rhône Alpes est issue de la fusion des 3 Banques Populaires des Alpes, Loire et Lyonnais et du Massif Central. Cette fusion a permis de fortifier la banque au service de grands projets sur un grand territoire.

C'est une banque de proximité qui s'engage durablement aux côtés de près d'un million de clients qu'elle accompagne au quotidien avec l'engagement de 3600 collaborateurs dont l'expertise et la connaissance de leur territoire sont essentielles.

Le président donne lecture de l'ordre du jour de l'assemblée générale mixte :

Ordre du jour à caractère ordinaire

- Présentation du rapport sur la gouvernance et du rapport de gestion du Conseil d'administration sur l'exercice 2018.
- Présentation des rapports des commissaires aux comptes sur les comptes de l'exercice 2018.
- Approbation des comptes annuels individuels et consolidés de l'exercice 2018 et quitus.
- Affectation du résultat de l'exercice 2018 ; versement de l'intérêt aux parts.
- Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions réglementées.
- Mandats de trois administrateurs
- Détermination du montant global des indemnités compensatrices.
- Rapport du réviseur coopératif
- Constat de la fin de mandat des Commissaires aux comptes BDO Rhône alpes et M. Fabrice CHAFFOIS et de l'absence de leur renouvellement
- Consultation sur l'enveloppe globale des rémunérations aux dirigeants et catégories de personnel visées à l'article L 511-71 du code monétaire et financier.
- Etat du capital au 31 décembre 2018.
- Ratification de la radiation de sociétaires pour perte de l'engagement coopératif en lien avec le critère de l'inactivité depuis plus de 4 années au moins.

Ordre du jour à caractère extraordinaire

- Modifications apportées aux articles 24 et 42 des statuts de la société
- Adoption de l'ensemble du texte des statuts
- Projet de regroupement de parts sociales
- Augmentation de capital réservée aux salariés
- Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités

Le président invite ensuite Monsieur Daniel KARYOTIS, Directeur Général, à présenter les résultats et l'activité de la Banque Populaire Auvergne Rhône Alpes en 2018.

Le Directeur Général rappelle tout d'abord que le contexte économique national et régional favorable de l'exercice 2018 s'est dégradé en fin d'année et que les taux d'intérêts sont demeurés à des niveaux historiquement bas.

Il rend compte des performances commerciales et de l'activité de la Banque Populaire Auvergne Rhône Alpes, acteur économique majeur de son territoire, notamment dans la collecte de l'épargne en région pour financer l'économie et les projets du territoire.

Ce dynamisme s'est traduit dans la forte progression des encours au bilan : grâce à une production nouvelle de 5,3 milliards d'euros de prêts, les encours de crédit ont augmenté de 4% en 2018, tandis que les dépôts de la clientèle ont progressé de 4,8% sur la période.

Le directeur général commente ensuite le compte de résultat consolidé de l'exercice 2018.

La légère hausse de la marge d'intérêts et la progression des commissions permettent au produit net bancaire d'augmenter de 1% soit 7,2 million d'euros.

Après prise en compte de frais généraux bien maîtrisés et d'un coût du risque de 49,5 millions d'euros, le résultat net consolidé s'est établi à 125,5 millions d'euros soit, en hausse de 15,3 millions d'euros par rapport à 2017

Le directeur général souligne enfin le niveau élevé des capitaux propres de la Banque Populaire Auvergne Rhône Alpes et son ratio de solvabilité de 15,9%. Ce niveau, nettement supérieur aux exigences réglementaires, témoigne de la solidité financière de la Banque et de sa capacité à investir et prêter sur son territoire.

Le président remercie Daniel KARYOTIS et invite Monsieur Eric GREVET, secrétaire général, à présenter le rapport de gestion du conseil d'administration sur les résolutions soumises à l'assemblée générale.

Les seize premières résolutions sont à caractère ordinaire.

Les cinq premières résolutions concernent l'approbation du rapport sur la gouvernance et du rapport de gestion du conseil d'administration, l'approbation des comptes sociaux et des comptes consolidés de l'exercice 2018, l'affectation du résultat, la fixation de l'intérêt aux parts sociales et le montant des dépenses non déductibles du résultat fiscal.

Il est précisé que le résultat net comptable sur base individuelle s'élève à 110 708 570,94€. Le conseil propose le versement d'un intérêt de 1,50% qui sera mis en paiement à compter du 29 mai 2019.

La sixième résolution a pour objet l'approbation des conventions réglementées autorisées par votre conseil d'administration au cours de l'exercice 2018.

Dans les deux résolutions suivantes, suivant l'avis favorable du Comité des Nominations, le conseil propose de renouveler les mandats d'administrateur de Madame Jacqueline EYMARD NAVARRO et de Monsieur Dominique MARTINIE.

La neuvième résolution a pour objet la ratification de la nomination de Madame Charlotte BOURGEOIS en remplacement de Madame Claire FERRIER, démissionnaire.

La 10^{ème} résolution a trait à la fixation du montant global des indemnités compensatrices pouvant être allouées au conseil d'administration. Cette consultation intervient en application des dispositions de la loi pour l'Economie Sociale et Solidaire adoptée le 31 juillet 2014 qui est venue compléter la loi du 10 septembre 1947 applicable aux sociétés à statut coopératif. Si la loi fixe le principe de gratuité des fonctions, elle reconnaît également la possibilité de payer aux administrateurs de coopératives des indemnités compensatrices du temps consacré à l'administration de la société. Il appartient à l'assemblée générale de déterminer chaque année une somme globale au titre de ces indemnités compensatrices, dont la répartition sera décidée par le Conseil d'administration. La Banque Populaire ayant le statut de société anonyme coopérative de Banque Populaire est soumise en conséquence à ces dispositions. Il est proposé à l'assemblée de fixer le montant de cette enveloppe à 350 000€ pour l'exercice 2019.

Dans la onzième résolution, suite à sa présentation à l'assemblée générale, le conseil propose à l'assemblée générale des sociétaires de prendre acte du rapport du réviseur coopératif.

Dans les deux résolutions suivantes, le conseil propose de constater la fin de mandat des commissaires aux comptes de BDO Rhône Alpes (troisième titulaire) et de M. Fabrice CHAFFOIS (suppléant).

La quatorzième résolution vise à consulter l'assemblée générale, en application des dispositions de l'article L 511-73 du code monétaire et financier, sur l'enveloppe globale des rémunérations versées aux dirigeants effectifs de l'établissement de crédit ainsi qu'aux administrateurs et à certaines catégories de personnels visées par la loi, à savoir celles dont les activités ont une incidence significative sur le profil de risque de l'entreprise ou du groupe. Ces personnes sont identifiées conformément au Règlement délégué n° 604-2014 de la Commission Européenne du 4 mars 2014 et comptent, notamment, les membres de la direction générale, les responsables des fonctions risques, conformité/audit et les membres du personnel exerçant diverses responsabilités ou dont la rémunération le justifie. L'enveloppe globale porte sur une population de 83 personnes, et s'élève à 7 229 536,01 € au titre de l'exercice clos au 31 décembre 2018.

La quinzième résolution vient classiquement constater l'état du capital de la Banque à la fin de l'exercice clos le 31 décembre 2018.

Sur proposition du Conseil d'Administration, la seizième résolution propose de ratifier la radiation des sociétaires pour perte de l'engagement coopératif en lien avec le critère de l'inactivité depuis 4 années au moins.

Les cinq dernières résolutions sont à caractère extraordinaire.

La dix-septième et dix-huitième résolutions portent sur la modification des statuts et l'adoption des nouveaux statuts dans leur ensemble. Conformément au projet de statuts approuvé par le Conseil d'administration du 27 février, les modifications portent essentiellement sur une modification de forme portant sur le titre de l'article 24 des statuts, et dans l'article 42, sur la précision apportée au fait que le sociétaire concerné par la procédure de radiation en application du principe coopératif bénéficie du paiement de l'intérêt aux parts sociales afférent à l'exercice passé.

La dix-neuvième résolution vise à déléguer au Conseil d'administration tous pouvoirs d'opérer un regroupement de parts sociales, à raison de 16 parts anciennes de 1€ donnant droit à une nouvelle part sociale de 16€ et constater la nouvelle rédaction de l'article 7 des statuts qui en résultera. Cette autorisation est valable pour une durée de cinq ans à compter de la présente Assemblée.

Ce regroupement, qui vise à simplifier la gestion des souscriptions et remboursements de parts sociales, n'a aucune incidence sur les avoirs en parts sociales de la Banque détenus par les sociétaires.

La vingtième résolution est présentée tous les trois ans, conformément à la loi. Le principe de l'actionnariat salarié vise à associer les salariés à la valorisation boursière de leur entreprise mais il ne répond pas au cas des sociétés coopératives. Comme à l'occasion des précédentes assemblées traitant de cette question, le conseil d'administration invite donc les sociétaires à voter contre cette résolution.

La dernière résolution vient conférer les pouvoirs généraux pour la réalisation des formalités consécutives à cette assemblée

Au terme de son rapport, le conseil d'administration engage les sociétaires à voter en faveur des résolutions présentées, à l'exception de la 20ème résolution.

Rapport des commissaires aux comptes

Après avoir remercié le Secrétaire général, le président cède la parole aux commissaires aux comptes pour leurs rapports.

Mme PACCOUD représentant le Cabinet BDO, M. TAQUET représentant le Cabinet PWC, et M. GONZALEZ représentant le cabinet MAZARS, donnent lecture du rapport sur les comptes individuels, du rapport sur les comptes consolidés et du rapport spécial sur les conventions et engagements réglementés.

Ils certifient que les comptes consolidés, d'une part, les comptes annuels sur base individuelle d'autres part, sont, au regard des référentiels comptables concernés, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice.

Ils citent les points clés de l'audit de ces comptes.

Rapport du réviseur coopératif :

Le président remercie les commissaires aux comptes, puis cède la parole au réviseur coopératif, M. Henri LIGNON, pour la lecture de la synthèse de son rapport.

M.LIGNON rappelle qu'en application de la loi, l'assemblée générale du 29 mai 2018 l'a désigné en tant que réviseur coopératif. Tous les cinq ans, la révision coopérative est destinée à vérifier la conformité de l'organisation et du fonctionnement de la banque aux principes et règles de la coopération.

Il indique à l'assemblée que, même si des pistes d'amélioration peuvent être identifiées, les sept critères de l'Alliance Coopérative Internationale qui charpentent l'analyse de conformité dans le cadre de la mission de révision sont respectés par la Banque Populaire Auvergne Rhône Alpes.

Réponses aux questions des sociétaires

Le président précise aux sociétaires présents qu'ils ont la possibilité de faire part de leurs questions et interrogations et que Daniel KARYOTIS et lui-même y répondront.

Des sociétaires ayant posé des questions suite à la convocation, ainsi que lors des Rencontres Coopératives ayant eu lieu à Clermont-Ferrand, Saint Étienne, Lyon, Etoile sur Rhône et Grenoble, il propose de commencer par y répondre, en les classant par grands thèmes :

- La politique commerciale et de distribution
- La gouvernance et le sociétariat
- La politique RSE et de développement durable

Les réponses ayant été apportées sur ces points, plusieurs questions sont posées par des sociétaires dans la salle. Elles portent sur la valeur de la part sociale et le plafonnement de la détention des parts sociales, le financement par Natixis d'entreprises israéliennes intervenant sur les Territoires Occupés et, enfin, sur la transformation digitale de la banque.

Le président remercie les sociétaires pour l'intérêt porté à l'actualité et à la marche de la Banque.

Il passe ensuite au vote des résolutions en informant l'assemblée sur la manière dont cela va se dérouler. Il rappelle qu'une abstention équivaut à un vote « contre » et précise que le décompte définitif des votes, prenant en compte les votes par correspondance et les e-votes, sera repris dans le procès-verbal de l'assemblée générale.

Vote des résolutions

Première résolution (approbation des comptes sociaux)

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport sur la gouvernance d'entreprise, du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport des Commissaires aux Comptes, approuve les comptes annuels, à savoir le bilan, le compte de résultat et l'annexe arrêtés au 31 décembre 2018, tels qu'ils lui ont été présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports.

Votes pour : 316 933 109 voix

Votes contre/abstentions : 3 033 998 voix

La résolution est adoptée par 316 933 109 voix, soit 99,05%

Deuxième résolution (Quitus aux administrateurs)

L'Assemblée Générale donne pour l'exercice clos le 31 décembre 2018 quitus de leur gestion à tous les Administrateurs.

Votes pour : 316 447 617 voix

Votes contre/abstentions : 3 519 490 voix

La résolution est adoptée par 316 447 617 voix, soit 98,90%.

Troisième résolution (affectation du bénéfice, fixation de l'intérêt aux parts)

L'Assemblée Générale constate que le montant du bénéfice net de l'exercice 2018 s'élève à 110 708 570,94€.

Compte tenu du report à nouveau disponible de 68 134 372,96€, le bénéfice distribuable à affecter s'élève à 178 842 943,90€.

L'assemblée générale, sur proposition du conseil d'administration, décide d'affecter le bénéfice distribuable comme suit:

Réserve légale	5 535 428,55 €
Réserve Statutaire	16 606 285,64 €
Intérêts aux parts sociales au taux de 1,50%	16 471 902,71 €
Autres Réserves	72 000 000,00 €
Report à nouveau	68 229 327,00 €

Total	178 842 943,90 €

Les intérêts des parts sociales de votre banque populaire sont d'un point de vue fiscal assimilés à des dividendes d'actions et suivent le régime fiscal y afférent.

La mise en paiement des intérêts sera effectuée en numéraire à compter du 29 mai.

Conformément à la loi, l'assemblée générale prend acte que le montant des distributions effectuées au titre des trois exercices précédents, ainsi que celui des revenus éligibles à l'abattement, ont été les suivants:

Exercices	Montant total des intérêts distribués aux parts	Montants versés aux parts éligibles à la réfaction de 40%	Montants versés aux parts non éligibles à la réfaction de 40%
2015	8 147 724,23€	6 258 740,13€	1 888 984,10€
2016	14 354 053,28€	11 270 290,59€	3 083 762,69€
2017	15 743 954,07€	12 179 424,93€	3 564 529,14€

Votes pour : 315 279 663 voix

Votes contre/abstentions : 4 687 444 voix

La résolution est adoptée par 315 279 663 voix, soit 98,54%.

Quatrième résolution (Approbation des comptes consolidés)

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance des rapports du Conseil d'Administration et des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés, approuve les comptes consolidés au 31 décembre 2018, tels qu'ils lui ont été présentés.

Votes pour : 316 669 804 voix

Votes contre/abstentions : 3 297 303 voix

La résolution est adoptée par 316 669 804, soit 98,97%.

Cinquième résolution (Charges non déductibles)

L'Assemblée Générale prend acte que les comptes de l'exercice écoulé prennent en charge des dépenses non déductibles du résultat fiscal, visées à l'article 39-4 du Code Général des Impôts, à hauteur de 441 487,50€, entraînant une imposition supplémentaire de 147 162,50€.

Votes pour : 315 813 951 voix

Votes contre/abstentions : 4 153 156 voix

La résolution est adoptée par 315 813 951 voix, soit 98,70%.

Sixième résolution (Conventions réglementées)

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions visées à l'article L.225-38 du Code de Commerce prend acte des termes de ce rapport.

Votes pour : 316 649 328 voix

Votes contre/abstentions : 3 317 779 voix

La résolution est adoptée par 316 649 328 voix, soit 98,96%.

Septième résolution (Mandat d'administrateur)

L'Assemblée Générale, constatant que le mandat d'Administrateur de Madame Jacqueline EYMARDE NAVARRO vient à expiration ce jour, renouvelle ce mandat pour une nouvelle période de six ans qui prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer en 2025 sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2024.

Votes pour : 314 751 756 voix

Votes contre/abstention : 5 215 351 voix

La résolution est adoptée par 314 751 756 voix, soit 98,37%.

Huitième résolution (Mandat d'administrateur)

L'Assemblée Générale, constatant que le mandat d'Administrateur de Monsieur Dominique MARTINIE vient à expiration ce jour, renouvelle ce mandat pour une nouvelle période de six ans dans la limite d'âge de 73 ans soit à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer en 2021 sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2020.

Votes pour : 314 258 635 voix

Votes contre/abstentions : 5 708 472 voix

La résolution est adoptée par 314 258 635 voix, soit 98,22%.

Neuvième résolution (Mandat d'administrateur)

L'Assemblée Générale, ratifie la nomination en qualité d'administrateur de Madame Charlotte BOURGEOIS, faite à titre provisoire par le conseil d'administration lors de sa réunion du 19 décembre 2018, en remplacement de Madame Claire FERRIER, démissionnaire.

En conséquence, Madame Charlotte BOURGEOIS exercera lesdites fonctions pour la durée restant à courir du mandat de son prédécesseur, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer en 2021 sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2020.

Votes pour : 315 417 187 voix

Votes contre/abstentions : 4 549 920 voix

La résolution est adoptée par 315 417 187 voix, soit 98,58%.

Dixième résolution (fixation des indemnités de présence des membres du conseil, en ce compris le président et les vice-présidents du conseil d'administration)

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration, décide en application de l'article 6 de la loi du 10 septembre 1947, de fixer le montant global des indemnités compensatrices du temps consacré à l'exercice de leurs fonctions allouées aux Administrateurs à la somme de 350 000 euros pour l'année 2019.

Votes pour : 308 686 208 voix
Votes contre/abstentions : 11 280 899 voix

La résolution est adoptée par 308 686 208 voix, soit 96,47%.

Onzième résolution (rapport du réviseur coopératif)

L'assemblée Générale après avoir pris connaissance du rapport sur la révision coopérative, en prend acte.

Votes pour : 316 887 119 voix
Votes contre/abstentions : 3 079 988 voix

La résolution est adoptée par 316 887 119 voix, soit 99,04%.

Douzième résolution (commissaire aux comptes titulaire)

L'assemblée générale constate la fin de mandat du Commissaire aux Comptes titulaire de la société BDO Rhône Alpes représentée par Monsieur Michel LEGER et de l'absence de son renouvellement.

Votes pour : 316 801 076 voix
Votes contre/abstentions : 3 166 031 voix

La résolution est adoptée par 316 801 076 voix, soit 99,01%.

Treizième résolution (commissaire aux comptes suppléant)

L'assemblée générale constate la fin de mandat du Commissaire aux Comptes de Monsieur Fabrice CHAFFOIS et de l'absence de son renouvellement.

Votes pour : 316 774 397 voix
Votes contre/abstentions : 3 192 710 voix

La résolution est adoptée par 316 774 397 voix, soit 99,00%.

Quatorzième résolution (consultation sur l'enveloppe globale des rémunérations de toutes natures versées aux dirigeants et catégories de personnel visées à l'article L511-71 du CMF durant l'exercice 2018)

L'Assemblée Générale consultée en application de l'article L.511-73 du Code monétaire et

financier, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration, émet un avis favorable sur l'enveloppe globale des rémunérations de toutes natures versées durant l'exercice clos le 31 décembre 2018 aux catégories de personnel visées à l'article L.511-71 du Code monétaire et financier, s'élevant à 7 229 536,01 euros.

Votes pour : 311 630 965 voix
Votes contre/abstentions : 8 336 142 voix

La résolution est adoptée par 311 630 965 voix, soit 97,39%.

Quinzième résolution (capital au 31 décembre 2018)

L'Assemblée Générale, constate qu'au 31 décembre 2018, le capital social effectif, c'est-à-dire net des remboursements effectués aux parts sociales, s'élève à 1 166 546 754,00 euros, qu'il s'élevait à 1 083 655 210,00 euros au 31 décembre 2017 et qu'en conséquence, il s'est accru de 82 891 544,00 euros au cours de l'exercice 2018.

Votes pour : 316 822 502 voix
Votes contre/abstentions : 3 144 605 voix

La résolution est adoptée par 316 822 502 voix, soit 99,02%.

Seizième résolution (Ratification de la radiation de sociétaires pour perte de l'engagement coopératif)

L'Assemblée Générale Ordinaire, sur proposition du Conseil d'Administration, ratifie la radiation des sociétaires, pour perte de l'engagement coopératif en lien avec le critère de l'inactivité depuis 4 années au moins, et ayant fait l'objet d'une décision du Conseil d'Administration à effet du 31 décembre 2018.

Sur délégation du Conseil d'administration, le Président du Conseil a procédé à l'actualisation de la liste des sociétaires initialement radiés, qui se sont manifestés préalablement à l'assemblée générale et qui ne sont donc plus concernés par le présent dispositif.

Votes pour : 314 524 420 voix
Votes contre/abstentions : 5 442 687 voix

La résolution est adoptée par 314 524 420 voix, soit 98,30%.

Résolutions à caractère extraordinaire

Dix-septième résolution (modification des statuts)

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du conseil d'administration, décide de modifier les articles 24 et 42 des statuts de la manière suivante :

- A l'article 24 : modification de l'intitulé comme suit : « **Indemnisation** des administrateurs et du président »

- A l'article 42 : Ajout d'une référence textuelle comme suit : « En cas de radiation, le sociétaire radié perd son droit au paiement de l'intérêt aux parts à la date d'effet de la décision du conseil d'administration »

Votes pour : 314 022 821 voix
Votes contre/abstentions : 5 944 286 voix

La résolution est adoptée par 314 022 821 voix, soit 98,14%.

Dix-huitième résolution (Adoption des statuts modifiés)

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du conseil d'administration, en conséquence de l'adoption des résolutions qui précèdent :

1. Adopte article par article puis dans son ensemble le texte des nouveaux statuts qui régiront désormais la Banque Populaire Auvergne Rhône Alpes et dont un exemplaire sera annexé au présent procès-verbal ;
2. Décide que les nouveaux statuts entreront en vigueur à compter de ce jour.

Votes pour : 315 065 674 voix
Votes contre/abstentions : 4 901 433 voix

La résolution est adoptée par 315 065 674 voix, soit 98,47%.

Dix-neuvième résolution (Projet de regroupement de parts sociales)

L'Assemblée générale, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration, décide le regroupement des parts sociales, à raison de seize parts anciennes de 1€ donnant droit à une nouvelle part sociale de 16€ et délègue au Conseil d'administration tous pouvoirs pour la mise en œuvre dudit regroupement et constater la nouvelle rédaction de l'article 7 des statuts qui en résultera. Cette autorisation est valable pour une durée de cinq ans à compter de la présente Assemblée.

Votes pour : 314 851 353 voix
Votes contre/abstentions : 5 115 754 voix

La résolution est adoptée par 314 851 353 voix, soit 98,40%.

Vingtième résolution (Augmentation de capital réservée aux salariés, non agréée par le conseil d'administration)

L'assemblée générale extraordinaire, après avoir pris connaissance du rapport du conseil d'administration, décide, en application des dispositions de l'article L. 225-129-6 du Code de commerce, de réserver aux salariés de la société une augmentation de capital en numéraire aux conditions prévues aux articles L. 3332-18 à L. 3332-24 du Code du travail.

En cas d'adoption de la présente résolution, l'assemblée décide d'autoriser le conseil d'administration à procéder, dans un délai maximum de 26 mois, à compter de ce jour, à une augmentation de capital d'un montant maximum de 2 000 000 euros qui sera réservée aux

salariés de la société dans le cadre d'un plan d'épargne entreprise et réalisée conformément aux dispositions des articles L. 3332-18 à L. 3332-24 du Code du travail et à fixer les autres modalités de l'augmentation.

Votes pour : 28 669 493 voix

Votes contre/abstentions : 291 297 614 voix

La résolution est rejetée par 291 297 614 voix, soit 91,04%.

Vingt-et-unième résolution (pouvoirs)

L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au porteur de copies ou d'extraits du présent procès-verbal pour remplir toutes formalités de droit.

Votes pour : 316 156 597 voix

Votes contre/abstentions : 3 810 510 voix

La résolution est adoptée par 316 156 597 voix, soit 98,81%.

Le président félicite les collaborateurs pour l'enthousiasme et le professionnalisme dont ils font preuve au quotidien, salue l'investissement des membres du Comité de Direction Générale et l'engagement des administrateurs, et remercie les sociétaires de la confiance qu'ils accordent au conseil d'administration.

L'ordre du jour de l'assemblée générale étant épuisé, il prononce la clôture de l'assemblée et invite les sociétaires à assister à la remise des Trophées Initiatives RSE, puis au cocktail qui suit afin de pouvoir continuer à échanger.

Lionel BAUD, président

Marie Madeleine RUIN, scrutateur

Michèle GARDE, scrutateur

Eric GREVET, secrétaire